autre chose. Leur montrer à l'horizon une déchéance inévitable, il n'y a pas de plus sûr moyen de les réduire à demander grâce aux électeurs qu'ils ont fibustés.

Lorsqu'ils promettaient la révision, qui, pour les républicains, se résume surtout dans la suppression du Sénat, ils s'étaient dit que cet engagement disparaîtrait avec les autres et qu'en embrouillant un peu les divers articles de leurs programmes, ils arriveraient à entortiller de nouveau leur public. Il n'y a donc pas de plus mauvais tour à leur jouer qu'à les rappeler sans relâche, sur ce point précis, à l'exécution de leur contrat.

Mais pour que la campagne soit fructueuse, il est indispensable qu'elle s'étende à tous les départements dont les élus ont forfait à leur parole. Ce qu'on a fait après le 16 Mai pour la réélection des Trois-cent-soixante-trois, il faut le faire contre la réélection des Trois-cent-onze. Les députés ont assez de vacances pour que ceux de l'extrême gauche trouvent le temps de parcourir les circonscriptions trahies et livrées à l'insatiable Ferry par les Périnet-Leclerc du parlementarisme.

Le choix des électeurs, souvent incéces et flottant, en sera d'autant plus aisément fixé. Dans les administrations de l'Etat, avant d'admettre un simple surnuméraire, on lui demande d'abord :

- Etes-vous bachelier ?
- Avant de renouveler les pouvoirs d'un député, on lui demandera :
- Avez-vous voté la révision ?
- Et sa réponse décidera de son sort.

L'extrême gauche y gagnera en outre, par ses communications plus fréquentes avec le peuple, de se dégager de cette atmosphère des parlements que l'on appelle quelque part la « pourriture d'assemblée », et qui transforme en valétudinaires les hommes les plus énergiques.

Il est impossible de vivre dans les hôpitaux si l'on ne se fait pas de temps en temps signer son exeat.

— HENRI ROCHERFORT.

CHAMBRE DES DEPUTES

(Service télégraphique particulier)
Séance du lundi 12 mars 1883.
Présidence de M. BUSSON

La séance est ouverte à 2 heures.

La tenue des officiers

La Chambre aborde la discussion des conclusions de la commission, sur le projet relatif à la tenue des officiers.

La commission est d'avis que cette question n'est pas du domaine législatif et qu'elle rentre dans la responsabilité du ministre de la guerre.

M. DE SAINT-ROUSSEAU propose un amendement demandant à la Chambre d'ajourner sa décision sur les modifications de la tenue.

Le GÉNÉRAL THIBAUDIN, ministre de la guerre, déclare accepter les conclusions de la commission.

La Chambre adopte les conclusions de la commission.

La sécurité des ouvriers

L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif à la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes.

M. BRALOT dit que les progrès de la mécanique et la transformation de l'industrie ont singulièrement modifié la situation du travailleur.

Le moment est venu de s'occuper du sort de l'ouvrier et de lui montrer la sollicitude à laquelle il a droit. C'est par des lois comme celle qui est proposée, qu'on fera une France unie et forte, qu'on y établira définitivement la République.

M. FREDÉRIC PASSY dit qu'il entrera pas, quant à présent, dans le détail du projet de loi, en prétendant établir l'égalité, constitue la plus inique des inégalités et défend en quelque sorte aux patrons d'employer des ouvriers ayant une nombreuse famille.

La loi, loi de favoriser les petits patrons, les supprime complètement, elle ne permet que les grandes entreprises ou, à raison du nombre des ouvriers, l'assurance sera moins onéreuse.

On a dit que le système des assurances n'était qu'un marchandage de chair humaine, mais tel est précisément le caractère de la tarification insérée au projet de loi.

La situation actuelle appelle une réforme, il faut amplifier le projet, le rendre rapide et gratuit. Mais la réforme ne doit pas aller jusqu'à constituer une nouvelle classe de privilégiés.

M. GASTON DE SAINT-ROUSSEAU dit : « Ce siècle est le siècle des ouvriers. Le projet de loi que nous discutons aujourd'hui, du travail dans toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ; mais ce n'est pas par un décret ou par un acte de violence qu'on modifiera les conditions de travail, qu'on fera disparaître les risques de l'industrie, qu'on fera monter les salaires, c'est le résultat contraire qu'on obtiendra. »

M. NADAUD, rapporteur, répond qu'il y a deux écoles d'économistes : ceux du laisser faire, du laisser passer, et ceux qui se préoccupent surtout du droit humain.

Le président annonce est de la première école qui néglige le droit humain que la Révolution française a fondé.

On a parlé de six millions de petits patrons, il n'y en a pas plus de sept cent mille. Quant aux petits fermiers, quand un homme charge son domestique de soigner son cheval, si le domestique reçoit un coup de pied, est-ce que ce n'est pas le fermier qui doit être responsable ?

Pour généraliser l'assurance, il n'est pas besoin de sommes considérables. En relevant trois sous par jour à un ouvrier, on peut lui assurer, à cinquante ans, une pension de trois cent cinquante francs, et en appliquant la solidarité universelle, on arriverait à augmenter la pension en diminuant la retenue, sans rien demander au patron.

M. LAROCHE JOUBERT est partisan du principe de la loi, mais la trouve incomplète. Il est nécessaire d'indemniser l'ouvrier, même en cas d'accident causé par sa faute. C'est dans l'intérêt de la société que fonctionnent les ateliers, la société ne peut donc rester étrangère aux conséquences de cette exploitation.

Le patron vient, généralement, en aide à ceux de leurs ouvriers qui sont victimes d'accidents, mais cela ne suffit pas. Il faut que l'ouvrier contribue lui-même à son assurance et que l'Etat y apporte sa quote part.

Il est très dangereux et très injuste d'obliger une plus forte indemnité à l'ouvrier blessé qu'à un besogneux d'enfant, cela empêcherait les pères de famille de trouver du travail. Il faudrait aussi prévoir le cas d'un ouvrier s'exposant volontairement à un accident pour faire avoir une prime à sa famille.

La loi est donc susceptible de modifications indispensables, et ce n'est qu'après ces modifications que l'orateur pourra la voter.

M. ROUVIER reconnaît que le projet provient d'une pensée générale ; mais il y a quelque

chose à faire dans le sens indiqué par M. Laroch-Joubert.

L'orateur n'admet pas le renvoi à la commission avant la discussion des articles, parce que cette discussion éclairera la commission sur les volontés de la Chambre.

Le amendement réformant dans l'intérêt des ouvriers est l'établissement de l'assurance obligatoire contre les accidents, et ce seront les ouvriers eux-mêmes qui devront supporter la charge de l'assurance pour la plus grande partie.

Cette obligation n'a rien d'aillieurs d'anti-démocratique, puisque ce sont les ouvriers seuls qui sont appelés à en bénéficier.

L'orateur conclut en faveur du passage à la discussion des articles, et déclare que la Chambre s'honorera en ne repoussant pas le projet.

La clôture de la discussion générale est prononcée.

La Chambre décide par 478 voix contre 3, sur 481 votants, qu'on passera à la discussion des articles.

M. NADAUD propose de voter les articles en première délibération, tout en se réservant de les repousser en deuxième lecture, en conséquence il demande à la Chambre, d'accord avec la commission, de renvoyer le projet à la commission.

Le renvoi est prononcé.

M. NADAUD demande de porter à vingt-deux le nombre des membres de la commission.

Cette proposition est repoussée.

M. JULIEN demande qu'on mette à l'ordre du jour de jeudi la prise en considération de sa proposition d'enquête parlementaire sur les causes des événements de Montceau les Mines.

Cette proposition est repoussée.

M. LEFÈVRE demande la mise à l'ordre du jour de jeudi de sa proposition tendant à ouvrir une enquête parlementaire sur les causes des événements de Montceau les Mines.

M. MAENTENS appuie la demande.

La mise à l'ordre du jour n'est pas ordonnée.

Mardi séance publique à 2 heures.

La séance est levée à 6 h. 30.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

NOUVELLES DIVERSES

Paris, 12 mars.

On assure que Louise Michel, qui se soustrait au mandat d'amener lancé contre elle, est passée à l'étranger.

Mourus démocratiques Paris, 12 mars.

Louise Michel, que plusieurs de nos confrères prétendaient avoir été arrêtée et que le Figaro faisait voyager hier sur la ligne du Nord, a dîné dimanche fort tranquillement, en compagnie de trois messieurs, au restaurant de l'Étang de Villebois, en prime forêt de Meudon.

Arrivée vers deux heures et demie dans un landau, elle est repartie, toujours accompagnée de ces trois messieurs, vers neuf heures du soir.

Direction inconnue.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

M. FEUILLANT Paris, 13 mars.

M. FEUILLANT a été mis en liberté provisoire à 4 heures, après avoir été interrogé par M. Barlette, juge d'instruction.

Le délit relevé serait celui de provocation à un attentat, visé par l'article 0 de la loi du 7 juin 1848. Cette loi entraîne la compression devant le jury.

LE PROCHAIN CONSISTOIRE

Rome, 12 mars.

Le *Moniteur de Rome* publie un télégramme privé de Varsovie portant que dans le prochain consistoire, qui aura lieu le 15, le Pape prononcera des évêques russes et polonais ; savoir : les archevêques de Mohilev et de Varsovie ; les évêques de Kailisch, Plock, Zitomir, Sandomir, Vilna, Samozie, Kielce et Lublin.

Le Pape donnera des auxiliaires aux évêques de Trissopol et de Senez.

Le prince Gortschakoff Berlin, 12 mars.

On annonce de Baden-Baden que, par suite des soupçons relatifs à l'empoisonnement du prince Gortschakoff par le phosphore, son cadavre a été soumis à un examen médical, par ordre des autorités judiciaires.

L'enquête juridique quant aux causes du décès continue.

Demain, le corps du prince sera déposé dans la chapelle grecque. Il y restera exposé pour le moment et sera ensuite transporté en Russie.

Les anarchistes en Espagne Xéres, 12 mars.

Le procureur général demande la mise en accusation de 17 anarchistes et le renvoi de 16 autres.

La « Main noire » en Espagne Madrid, 12 mars.

La « *Main noire* », de Oporto, rapporte que deux affiliés à la « *Main noire* » ont été déclarés que le chef de cette association ne serait jamais pris, malgré toutes les recherches de la police.

Les autorités ont ordonné une enquête à ce sujet.

L'Empereur Alexandre Saint-Petersbourg, 12 mars.

On assure que l'empereur aurait l'intention de se rendre à Gatchina, pour y séjourner quelques semaines.

LES DÉPUTÉS ET LES MEETINGS Paris, 12 mars.

Plusieurs députés se sont rendus ce matin chez M. Waldeck-Rousseau, place Beauveau et ont entretenu de la manifestation dont le caractère leur paraît beaucoup plus grave que celui du meeting de vendredi.

Le conseil municipal de Paris Paris, 12 mars.

M. Oustry, préfet de la Seine, lit les décrets annulant les votes demandant la suppression de la police :

- 1° L'amnistie des condamnés politiques de Riom et de Lyon ;
- 2° La dernière délibération du 31 janvier concernant la liquidation des trois hôpitaux.

Le conseil adopte d'urgence une proposition de M. Dreyfus demandant la nomination d'une commission chargée de rechercher les causes de la crise qui sevit actuellement sur l'industrie parisienne.

Il prend en considération les propositions suivantes de M. Joffrin :

- 1° Le rétablissement immédiat de la garde nationale, l'armement de tous les citoyens, le licenciement immédiat des troupes et de la police ;
- 2° L'ouverture d'ateliers municipaux où les ouvriers sans travail trouveraient le travail ;
- 3° L'ouverture de boucheries et de boulangeries municipales, où la population ouvrière trouverait du pain et de la viande au prix de revient ;
- 4° La distribution aux sociétés ouvrières, d'une somme de cinq cents mille francs, à titre de secours.

Questionné par M. Delaborde sur l'efficacité de ces mesures prises sur certains points, le 9 mars, M. Camécaesse, répond que les mesures ont été prises sous sa responsabilité vis-à-vis du ministre de l'intérieur, mais qu'il n'avait aucun compte à rendre à M. Delaborde.

M. Dreyfus adresse au conseil de M. Camécaesse sera apprécié sévèrement par la population parisienne.

Il dépose un ordre du jour, félicitant les ouvriers d'avoir désigné les excitations et les manifestations des ennemis de la République démocratique et radicale.

Cet ordre du jour est adopté.

Le conseil accorde l'emplacement de la place Malherbe pour élever une statue à Alexandre Dumas.

Le ministère félicitant le ministre Paris, 12 mars.

On s'entretenait aujourd'hui dans les couloirs de la Chambre d'une circulaire que le ministre de l'intérieur adressera aux préfets, pour féliciter de la journée d'hier dimanche.

Le départ de M. Thibaudin Paris, 12 mars.

On parle beaucoup dans les couloirs de la Chambre de la tenue de M. Thibaudin ; le ministre de la guerre a tenu hier au meeting révisionniste, le tenant en suspicion et l'avaient mis, pour ainsi dire en quarantaine. Toutes les propositions qui sont au conseil des ministres sont systématiquement repoussées, surtout par M. Waldeck-Rousseau.

En présence de cette hostilité, M. Thibaudin aurait refusé de donner sa démission.

C'est le général Campon qui arriverait.

Le meeting des marchands de vin Paris, 12 mars.

On annonce qu'un grand meeting, organisé par le syndicat des marchands de vin en deuil, aura lieu le mercredi 21 mars au cirque d'Éliver, sous la présidence de M. Lockroy, député.

La ligue révisionniste Paris, 12 mars.

La ligue privée pour l'organisation de la Ligue révisionniste aura lieu, jeudi soir, à la salle Villedard, à Paris.

Entre radicaux Paris, 12 mars.

Le Temps dit que, dans les couloirs, de nombreux députés républicains se montrent froids sur le langage tenu hier au meeting révisionniste, par des députés de l'extrême-gauche, qu'ils déclarent indignes de leur mandat.

De très vives appréciations sont formulées.

L'Union générale Paris, 12 mars.

C'est aujourd'hui qu'est venue devant la Cour d'appel de Paris, l'affaire Bontoux et Fédor.

M. Dubuy plaide pour M. Bontoux.

L'affaire tiendra plusieurs audiences.

Les réformes en Tunisie Paris, 12 mars.

On lit dans le *National* de ce soir :

« M. Paul Cambon, notre ministre résident à Tunis, dit-il, attend de voir venir à l'air, où il est attendu jeudi prochain. »

« Le but de ce voyage est de conférer avec le président du Conseil et les ministres compétents, au sujet des réformes administratives et financières projetées dans la Régence. »

« La plupart des projets préparés sous le ministère de Freycinet subsistent en principe, et le nouveau cabinet n'y apportera que quelques modifications de détail. »

M. Devès Paris, 12 mars.

M. Devès, ancien garde des sceaux, part ce soir pour Alger, où il va plaider un procès dont les intérêts avaient été confiés à M. Waldeck-Rousseau, avant son entrée aux affaires.

ÉTRANGER M. Byrn Dublin, 12 mars.

Dans une entrevue que le correspondant parisien du *Freeman's Journal* a eue avec M. Byrn, celui-ci a déclaré qu'il avait l'intention de quitter la France pour aller s'établir à New York.

Mort de M. Maguelonne Rome, 12 mars.

Le comte Henri de Maguelonne, rédacteur du *Journal de Rome*, correspondant de l'*Univers* et de la *France nouvelle*, de Paris, de la *Démocratie*, de Lyon ; du *Journal de Bruxelles*, etc., est mort ce matin, à onze heures, à Rome, après une courte maladie.

Le Pape Léon XIII a daigné lui envoyer sa bénédiction et une lettre d'adieu. Ce qui est un honneur à peu près inouï !

Quel roman que la vie de M. de Maguelonne !

Le prochain Consistoire Rome, 12 mars.

Le *Moniteur de Rome* publie un télégramme privé de Varsovie portant que dans le prochain consistoire, qui aura lieu le 15, le Pape prononcera des évêques russes et polonais ; savoir : les archevêques de Mohilev et de Varsovie ; les évêques de Kailisch, Plock, Zitomir, Sandomir, Vilna, Samozie, Kielce et Lublin.

Le Pape donnera des auxiliaires aux évêques de Trissopol et de Senez.

Le prince Gortschakoff Berlin, 12 mars.

On annonce de Baden-Baden que, par suite des soupçons relatifs à l'empoisonnement du prince Gortschakoff par le phosphore, son cadavre a été soumis à un examen médical, par ordre des autorités judiciaires.

L'enquête juridique quant aux causes du décès continue.

Demain, le corps du prince sera déposé dans la chapelle grecque. Il y restera exposé pour le moment et sera ensuite transporté en Russie.

Les anarchistes en Espagne Xéres, 12 mars.

Le procureur général demande la mise en accusation de 17 anarchistes et le renvoi de 16 autres.

La « Main noire » en Espagne Madrid, 12 mars.

La « *Main noire* », de Oporto, rapporte que deux affiliés à la « *Main noire* » ont été déclarés que le chef de cette association ne serait jamais pris, malgré toutes les recherches de la police.

Les autorités ont ordonné une enquête à ce sujet.

L'Empereur Alexandre Saint-Petersbourg, 12 mars.

On assure que l'empereur aurait l'intention de se rendre à Gatchina, pour y séjourner quelques semaines.

LES DÉPUTÉS ET LES MEETINGS Paris, 12 mars.

Plusieurs députés se sont rendus ce matin chez M. Waldeck-Rousseau, place Beauveau et ont entretenu de la manifestation dont le caractère leur paraît beaucoup plus grave que celui du meeting de vendredi.

Le conseil municipal de Paris Paris, 12 mars.

M. Oustry, préfet de la Seine, lit les décrets annulant les votes demandant la suppression de la police :

- 1° L'amnistie des condamnés politiques de Riom et de Lyon ;
- 2° La dernière délibération du 31 janvier concernant la liquidation des trois hôpitaux.

Le conseil adopte d'urgence une proposition de M. Dreyfus demandant la nomination d'une commission chargée de rechercher les causes de la crise qui sevit actuellement sur l'industrie parisienne.

Il prend en considération les propositions suivantes de M. Joffrin :

- 1° Le rétablissement immédiat de la garde nationale, l'armement de tous les citoyens, le licenciement immédiat des troupes et de la police ;
- 2° L'ouverture d'ateliers municipaux où les ouvriers sans travail trouveraient le travail ;
- 3° L'ouverture de boucheries et de boulangeries municipales, où la population ouvrière trouverait du pain et de la viande au prix de revient ;
- 4° La distribution aux sociétés ouvrières, d'une somme de cinq cents mille francs, à titre de secours.

Questionné par M. Delaborde sur l'efficacité de ces mesures prises sur certains points, le 9 mars, M. Camécaesse, répond que les mesures ont été prises sous sa responsabilité vis-à-vis du ministre de l'intérieur, mais qu'il n'avait aucun compte à rendre à M. Delaborde.

M. Dreyfus adresse au conseil de M. Camécaesse sera apprécié sévèrement par la population parisienne.

Il dépose un ordre du jour, félicitant les ouvriers d'avoir désigné les excitations et les manifestations des ennemis de la République démocratique et radicale.

Cet ordre du jour est adopté.

Le conseil accorde l'emplacement de la place Malherbe pour élever une statue à Alexandre Dumas.

Le ministère félicitant le ministre Paris, 12 mars.

On s'entretenait aujourd'hui dans les couloirs de la Chambre d'une circulaire que le ministre de l'intérieur adressera aux préfets, pour féliciter de la journée d'hier dimanche.

Le départ de M. Thibaudin Paris, 12 mars.

On parle beaucoup dans les couloirs de la Chambre de la tenue de M. Thibaudin ; le ministre de la guerre a tenu hier au meeting révisionniste, le tenant en suspicion et l'avaient mis, pour ainsi dire en quarantaine. Toutes les propositions qui sont au conseil des ministres sont systématiquement repoussées, surtout par M. Waldeck-Rousseau.

En présence de cette hostilité, M. Thibaudin aurait refusé de donner sa démission.

C'est le général Campon qui arriverait.

Le meeting des marchands de vin Paris, 12 mars.

On annonce qu'un grand meeting, organisé par le syndicat des marchands de vin en deuil, aura lieu le mercredi 21 mars au cirque d'Éliver, sous la présidence de M. Lockroy, député.

La ligue révisionniste Paris, 12 mars.

La ligue privée pour l'organisation de la Ligue révisionniste aura lieu, jeudi soir, à la salle Villedard, à Paris.

Entre radicaux Paris, 12 mars.

Le Temps dit que, dans les couloirs, de nombreux députés républicains se montrent froids sur le langage tenu hier au meeting révisionniste, par des députés de l'extrême-gauche, qu'ils déclarent indignes de leur mandat.

De très vives appréciations sont formulées.

L'Union générale Paris, 12 mars.

C'est aujourd'hui qu'est venue devant la Cour d'appel de Paris, l'affaire Bontoux et Fédor.

M. Dubuy plaide pour M. Bontoux.

L'affaire tiendra plusieurs audiences.

Les réformes en Tunisie Paris, 12 mars.

On lit dans le *National* de ce soir :

« M. Paul Cambon, notre ministre résident à Tunis, dit-il, attend de voir venir à l'air, où il est attendu jeudi prochain. »

« Le but de ce voyage est de conférer avec le président du Conseil et les ministres compétents, au sujet des réformes administratives et financières projetées dans la Régence. »

« La plupart des projets préparés sous le ministère de Freycinet subsistent en principe, et le nouveau cabinet n'y apportera que quelques modifications de détail. »

M. Devès Paris, 12 mars.

M. Devès, ancien garde des sceaux, part ce soir pour Alger, où il va plaider un procès dont les intérêts avaient été confiés à M. Waldeck-Rousseau, avant son entrée aux affaires.

ÉTRANGER M. Byrn Dublin, 12 mars.

Dans une entrevue que le correspondant parisien du *Freeman's Journal* a eue avec M. Byrn, celui-ci a déclaré qu'il avait l'intention de quitter la France pour aller s'établir à New York.

Mort de M. Maguelonne Rome, 12 mars.

Le comte Henri de Maguelonne, rédacteur du *Journal de Rome*, correspondant de l'*Univers* et de la *France nouvelle*, de Paris, de la *Démocratie*, de Lyon ; du *Journal de Bruxelles*, etc., est mort ce matin, à onze heures, à Rome, après une courte maladie.

Le Pape Léon XIII a daigné lui envoyer sa bénédiction et une lettre d'adieu. Ce qui est un honneur à peu près inouï !

Quel roman que la vie de M. de Maguelonne !

marchant bien, plutôt que de chercher à fonder des sociétés nouvelles dont le succès pourrait être incertain et dont la gestion tomberait à la charge des industriels déjà fort occupés de leurs affaires. En s'en tenant tous avec la même association, les industriels du Nord arriveront à constituer une société d'une force et d'une richesse exceptionnelles.

En s'adressant à la Caisse des retraites pour la vieillesse et à l'Association des employés dont nous parlons, les industriels et commerçants pourront sans embarras, sans surcroît de travail et sans augmenter considérablement la dépense que leur causent les sacrifices qu'ils font déjà pour soulager leurs employés malheureux, arriver à constituer des pensions de retraite à leurs employés, et leur faire donner des secours en cas de maladie, des secours extraordinaires en cas d'infirmités, à assurer des subventions à leurs familles en cas de décès, et même des secours extraordinaires annuels à leurs veuves et orphelins.

M. d'Audiffret prie les industriels et commerçants qui seraient sympathiques aux idées qu'il vient d'émettre, de vouloir bien passer au Secrétariat de la Société Industrielle, pour y donner leurs noms.

À la suite de cette communication, M. le Président Mathias dit qu'il y a lieu de prendre en considération le vœu exprimé par M. le marquis d'Audiffret. Après quelques observations échangées entre les assistants, l'Assemblée décide que le Comité du Commerce sera invité à composer une Commission, chargée d'étudier sous quelle forme la Société Industrielle pourrait donner son patronage à une œuvre de propagande dans ce sens, et quels seraient les moyens d'y parvenir